

SALAIRE ET POINT D'INDICE, FLAMBÉE DES PRIX, PRÉCARITÉ,
CONDITIONS DE TRAVAIL, AVENIR DE LA JEUNESSE

FAISONS CONVERGER NOS COLÈRES : DÉCRÉTONS L'ÉTAT D'URGENCE SOCIAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le 5 novembre, toutes et tous en grève !

Depuis un mois, la colère sociale s'exprime davantage dans notre pays. Les nombreuses actions de mobilisation et de grève à compter du 29 septembre ont réuni des centaines de milliers d'agent-es publics et de salarié-es pour les rémunérations, l'emploi et la Fonction publique. Les travailleuses et travailleurs du public et du privé se sont aussi retrouvé-es en solidarité et en soutien à l'expression de la colère des lycéen·nes et des étudiant·es, depuis la rentrée, pour dénoncer leurs conditions inadmissibles d'études, l'imposture de l'égalité des chances et leurs inquiétudes pour leur avenir.

Ces mobilisations ont une même exigence de justice sociale et expriment la nécessité de rompre avec des politiques d'austérité et libérales qui font peser toujours davantage les efforts sur les travailleurs et les travailleuses ainsi que les plus vulnérables. Nous savons, nous agent-es publics et salarié-es, ce que signifie l'austérité : gel du point d'indice, manque de personnel, manque de matériel, précarité accrue... À cela s'ajoutent des conditions de vie dégradées : faire le plein pour aller travailler, se chauffer, payer l'électricité et remplir son réfrigérateur devient toujours plus difficile. La dégradation des conditions de travail et le manque de reconnaissance salariale ne permettent plus à des milliers d'agent-es publics et de salarié-es de vivre dignement. Ce n'est d'ailleurs pas le projet du budget de l'État qui va rompre avec cette réalité.

En effet, ce dernier prévoit d'imposer 54 milliards d'économies supplémentaires dans les PLF et PLFSS. Ce budget du gouvernement Macron/Lecornu, travaillé et accompagné de la

main du patronat, est un affront aux revendications légitimes qui ne cessent de s'exprimer aussi bien dans la rue, devant les lycées et les facultés que dans tous nos services publics. Pire, la répression et l'entrave utilisées par le gouvernement pour discréditer et jouer le pourrissement des mobilisations sont des stratégies dangereuses et irresponsables.

Les événements de violences et de répression, survenus dans les mobilisations lycéennes et étudiantes comme dans les cortèges syndicaux et citoyen·nes, sont inacceptables. Ils fragilisent directement notre démocratie, nos libertés, et sont un terreau fertile pour les porteurs de haine et de divisions. La CGT réaffirme que c'est par l'organisation de celles et ceux qui travaillent et par la convergence des colères et des revendications que les actions déterminantes d'un rapport de force se construisent et se mènent sans violence. Pour autant, elle ne taira pas la violence sociale, économique et institutionnelle vécue par des milliers de travailleuses et travailleurs, étudiant·es, lycéen·nes et retraité·es.

Les efforts sont toujours demandés aux mêmes, **et pendant ce temps ?**

- 211 milliards d'euros versés aux entreprises en 2023, dont 75 milliards d'exonérations de cotisations patronales qui vont directement détériorer la sécurité sociale.
- Plus de 435 milliards pour la loi de programmation militaire afin de faire la guerre.
-

Et à nos exigences, ils répondent qu'il n'y a pas d'argent ?

Inadmissible !

Nos revendications :

- **Pour un autre budget 2027 tourné vers les besoins sociaux** et l'annulation des 54 milliards d'austérité dont 5,6 milliards pour les collectivités territoriales.
- **Le dégel immédiat du point d'indice** et son passage à 6,50 euros, pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 2000, ainsi que l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.
- **L'effectivité de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, une réelle poli-**

tique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail ainsi que la mise en place d'un droit à la santé hormonale.

- La refonte des grilles indiciaires, avec une rémunération minimale de 2 379 € brute mensuelle.
- La création d'emplois statutaires, la titularisation des contractuel·les et la résorption de la précarité.
- Des effectifs suffisants pour faire face à la charge de travail découlant de l'augmentation des besoins de la population.

Organisez et participez à des assemblées générales et à des heures d'information syndicale pour porter vos revendications nationales comme locales et construire toutes les actions nécessaires à la réussite de ces dernières (préavis de grève local, manifestations, demande de l'ouverture de négociations avec les employeurs locaux).

La journée du 5 novembre doit être une nouvelle étape pour amplifier le rapport de force et donner toute sa force à la convergence des luttes.

Ne laissons pas nos colères se disperser. Transformons-les en force collective et préparons la suite !

Le 5 novembre, toutes et tous en grève !